



QUESTIONS, &c.



QUESTIONS

QUESTIONS

QUESTIONS

QUESTIONS,

Sur lesquelles on fouhaite de sçavoir les

522.9.30
3

R É P O N S E S

D E

Monfieur A D H É M A R,

E T D E

Monfieur D E L I S L E,

E T

D'autres HABITANTS de la Province de

Q U É B E C.

L O N D O N,

Printed in the Year M.DCC.LXXXIV,

QUESTIONS

REPORT

ALFRED R.

ALFRED R.

ALFRED R.

ALFRED R.

ALFRED R.

ALFRED R.

ALFRED R.



QUESTIONS, &c.

SEROIT-il agréable aux Canadiens que la loi Angloise du *Habeas Corpus* fût introduite solennellement par Acte de Parlement en Canada ; afin que le pouvoir de mettre les hommes en prison ne fût exercé que par des ordres par écrit signés par le Magistrat qui les donne, et dans lesquels seroit exprimé la cause de l'emprisonnement ; et que les juges de la province eussent le droit d'examiner ces causes ainsi exprimées dans ces ordres, et, si elles n'étoient pas des causes légitimes d'emprisonner un homme selon les loix existant dans la province, de faire sortir les personnes, ainsi détenues prisonniers mal-à-propos, de leurs prisons, ou bien librement et sans donner caution, ou bien en donnant caution, selon que les loix le requerreroient ;

et que toute cette procédure eut lieu tant pour les personnes qui seroient emprisonnées par l'ordre du Gouverneur, ou du Roi lui-même, que pour celles qui seroient emprisonnées par aucune autre personne quelconque ?

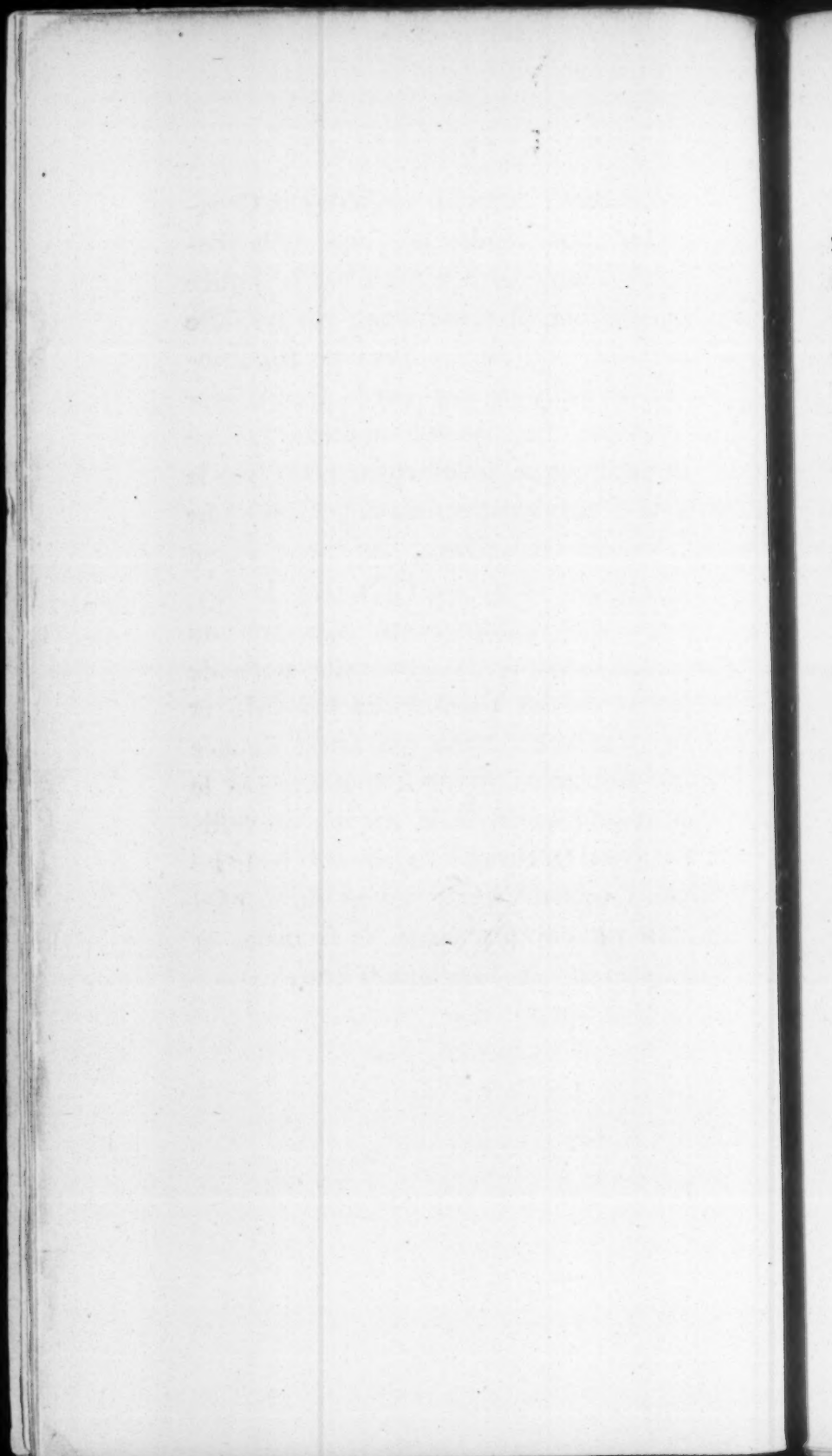
Deuxièmement, Seroit-il agréable aux Canadiens de faire rétablir dans les cours de justice de la province le droit d'avoir des Jurés pour décider les faits qui seroient contestés entre les parties litigantes en matières civiles, si les parties, ou l'une d'elles, le demandoient, comme il existoit dans la province depuis le mois de Septembre, 1764, jusqu'au premier de Mai, 1775, que l'Acte de Parlement de l'année 1774, pour le règlement du gouvernement de cette province, commença à y avoir lieu ? — Et, si les Jurés étoient rétablis dans les matières civiles, seroit-il agréable aux Canadiens, qu'en rendant leur rapports, ou verdicts, sur les faits soumis à leur décision, on exigeât d'eux qu'ils fussent, tous les douze, unanimes, ou, plutôt, qu'ils se dissent l'être ; ou leur seroit-il plus agréable que la décision de neuf jurés, qui seroient d'accord, hors des douze, fut censée suffisante pour décider le fait en question selon leur sentiment, malgré l'opposition des autres trois jurés ? — Et, en outre, Seroit-il agréable aux Canadiens que les jurés fussent payés par les parties litigantes, ou par la partie qui deman-
deroit

deroit d'en avoir, une somme modique, comme un piaſtre Eſpagnole chacun, ou une demi-piaſtre, pour les recompenser du temps et de l'attention qu'ils feroient obligés de donner à ces décisions ?

Troisièmement, Seroit-il agréable aux Canadiens, que, pour faire agir les Membres du Conseil Législatif de la province avec plus de liberté et de zèle pour le bien de la province, et pour les rendre plus respectables aux yeux des autres habitants de la province, il fût ordonné de la façon la moins équivoque et la plus solennelle, par un Acte de Parlement, Que le Gouverneur n'eut pas le pouvoir ou de destituer aucun membre de ce Conseil de son office de Conseiller, on même de le suspendre pour un temps, quelque court qu'il fût, sans le consentement de quatre cinquièmes parties des Membres du Conseil, c'est à dire, s'ils étoient vingt Conseillers, de seize d'entre ces vingt ; et, en tout cas, si les Conseillers étoient moins en nombre que quinze, sans le consentement d'au moins douze Conseillers ; lequel consentement, des Conseillers qui se joindroient au Gouverneur pour suspendre un de leurs confrères, seroit signé de leurs mains sur les registres du Conseil et aussi sur une autre copie qui seroit donnée à la personne suspendue. Pourvu toujours que le Roi lui-même conservât le pouvoir

pouvoir de destituer tel Conseiller qu'il voudroit, quand bon lui sembleroit, ou par un acte fait en son Conseil Privé, ou par un **ordre** signé de sa main, et contre-signé par le Secrétaire d'Etat ?

Quatrièmement, Seroit-il agréable aux Canadiens, Que, pour rendre les Juges de la province plus courageux à administrer la justice avec impartialité, il fût ordonné par un Acte de Parlement, qu' aucun d'eux ne fût amovible de son office de Juge par le Gouverneur de la province, sous quelque prétexte que ce fût ; et aussi que le Gouverneur n'eut pas le pouvoir d'en suspendre aucun pour plus d'une année, ni pour ce temps, ou pour aucun temps, quelque court qu'il fût, sans le consentement d'au moins douze Membres du Conseil Législatif de la Province, signé de leur mains sur les registres du Conseil, et aussi sur une autre copie qui seroit donnée au Juge suspendu : Pourvû toujours que le Roi lui-même conservât le pouvoir de destituer tel Juge qu'il voudroit, quand bon lui sembleroit, ou par un acte fait en son Conseil Privé, ou par un ordre signé de sa main, et contre-signé par le Secrétaire d'Etat ?



Cinquièmement, Seroit-il agréable aux Canadiens, Qu'il fût déclaré par un Acte de Parlement, que le Gouverneur de la province ne pût jamais emprisonner aucune personne dans la province pour quelque cause que ce fût; pas même pour les crimes les plus atroces et les mieux attestés: mais que le devoir d'emprisonner les personnes qui auroient offensé les loix et mériteroient d'être mises en prison, n'appartint qu'aux Juges criminels et aux Commissaires de Paix, ou en général, aux magistrats de la Justice criminelle?—Cette loi a lieu en Angleterre. Car le Roi d'Angleterre n'a pas le droit d'emprisonner aucune personne en Angleterre par son propre ordre, pour quelque crime que ce soit; pas même pour le crime de léze-Majesté, ou de rébellion, qui seroit attesté sur serment par dix témoins oculaires, ou pour un assassinat qui seroit attesté de même: mais, si on lui donnoit des informations de tels crimes, il seroit obligé de renvoyer l'affaire à son Juge en Chef du Banc du Roi, (qui est le grand tribunal de la Justice Criminelle en Angleterre,) ou à quelque Juge à Paix, ou à quelque autre Magistrat de la Justice

Justice Criminelle; qui, après les informations nécessaires, enverroit la personne accusée en prison, afin qu'on lui fit son procès, en temps et lieu convenables et légitimes, et, s'il y étoit convaincu par un corps de jurés, qu'on le punit après, ou par la mort, ou par tel autre châtiment que la loi auroit attaché à son crime. Par cette heureuse impuissance où la Loi d'Angleterre met le Roi d'emprisonner *qui que ce soit, pour quoi que ce soit*, par son propre ordre, elle évite deux grands inconvénients; sçavoir, premièrement, le despotisme, ou le pouvoir absolu d'ôter la liberté aux sujets de la Couronne sans cause, et au simple gré du Roi; et, secondement, la disgrâce personnelle du Roi, qui résulteroit de la cassation de ses ordres, comme illégaux et insuffisants, par des magistrats inférieurs. Car, si le Roi pouvoit donner des ordres pour emprisonner ses sujets, il faudroit de deux choses l'une: ou bien l'ordre valideroit en tous cas, et ne seroit point cassable par l'autorité d'aucune autre personne; ou il ne seroit point valide en tous cas, mais seulement dans les cas où le Roi l'auroit donné

pour

pour une cause légitime, et sur des informations suffisantes; et dans cette dernière supposition il faudroit que quelque Magistrat inférieur eut le droit d'examiner si la cause étoit légitime ou non, et si les informations étoient suffisantes ou non, et de casser l'ordre du Roi si la cause ne se trouvoit pas être légitime, ou les informations n'être point suffisantes. Dans la première supposition le Roi seroit le maître absolu de la liberté de tous ses sujets; et dans la seconde le caractère personnel du Roi pour la justice et la sagesse pourroit souffrir une disgrâce par la cassation des ordres qu'il auroit lui-même donnés et signés: ce qui seroit aussi un grand mal pour le royaume aussi bien que pour le Roi, quoique moindre que le despotisme horrible qui résulteroit de la première supposition. Pour éviter ces inconvénients, le Roi ne met jamais aucune personne en prison par son propre ordre; et il semble qu'il seroit raisonnable de déclarer par un Aële de Parlement, que le Gouverneur de la province de Québec ne pourra pareillement faire emprisonner aucune personne en cette province par son propre ordre. On
demande

demande à Messieurs Adhémar et De Lisse, les députés des Canadiens, leurs sentiments sur ce sujet, et les sentiments de leur constituants.